

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 02/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VESUVIUS

68 rue Paul Deudon
BP 19
59750 Douzies Feignies

Références : 2024_V3_265
Code AIOT : 0007002427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2024 dans l'établissement VESUVIUS implanté 68 rue Paul Deudon BP 19 59750 Feignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VESUVIUS
- 68 rue Paul Deudon BP 19 59750 Feignies
- Code AIOT : 0007002427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site réalise des moules en céramique ou en argile à destination notamment des verreries ou de la sidérurgie. Les installations de combustion (principalement des sécheurs et des fours) fonctionnent

au gaz naturel.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.3.1	Sans objet
2	Émissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.1.5	Sans objet
3	Transport	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.1.5	Sans objet
4	Identification des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 6.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions des articles 2.3.1, 3.1.5, 5.1.5, 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20/07/2024. L'inspection demande cependant à l'exploitant de se munir d'un dispositif de protection de la benne à déchets, afin d'éviter la dispersion de poussières sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Les installations sont maintenues propres et entretenues. Un nettoyage est effectué tous les jours sur la zone de manipulation. Étant donné que le broyage se fait en milieu fermé, il n'y a pas de dispersions des poussières. Les déchets sont stockés dans des bennes fermées (sauf une benne ouverte) et sont munies de protection en plastique (de type ensachage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de se munir d'un dispositif de protection de la benne à déchets, afin d'éviter la dispersion de poussières sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé à l'intérieur des bâtiments. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.
Constats : Les stockages de produits pulvérulents sont situés dans un lieu ouvert mais doté d'un toit. Les matières premières (silice en grain) sont stockées dans des "big bags" fermés. Les big bags sont ouverts à l'intérieur du bâtiment et sous aspiration permettant d'éviter l'envol de poussières. Le broyage s'effectue en milieu fermé (et dans de l'eau osmosée) et sous aspiration. Il n'y a donc pas de risques d'envol de poussières. Un système de défense contre l'incendie est mis en place à l'intérieur du bâtiment, notamment par un réseau de sprinkler dans les salles de manipulation, et par la présence d'extincteurs dans les différents bâtiments. la périodicité de contrôle et le fonctionnement de ceux-ci n'ont pas été vérifiés lors de la présente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant .Le registre contient les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • date expédition du déchet; • la nature du déchet ; • le code du déchet ; • la quantité ; • l'unité ; • le prix unitaire ; • le coût final ; • le numéro de bordereau de suivi de déchets (BSD) ; • le nom et adresse du transporteur ; • le nom de l'installation recevant le déchet ; • le code du traitement. <p>Le tableau est mis à jour chaque semaine. Le registre est facilement accessible.</p> <p>Les lots de déchets dangereux sont gérés via trackdéchets. Par courriel du 23 août 2024, l'exploitant a transmis 2 bordereaux de suivis de déchets via une extraction de trackdéchets.</p> <p>Par courriel du 23 août 2024, l'exploitant a transmis la liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Identification des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 6.11</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées, a minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLP.</p> <p>L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier :</p> <p>— les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé par sondage à la demande d'une fiche de données de sécurité (acide chlorhydrique). L'exploitant a su transmettre la fiche dans un délai satisfaisant pendant l'inspection.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire des substances et mélanges susceptibles d'être</p>

présents dans l'établissement.

Par courriel du 23 août 2024, l'exploitant a transmis un inventaire des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement. L'inventaire est représenté par un plan situant l'ensemble des produits chimiques sur le site. Le plan est accompagné par une légende indiquant:

- le type de produit;
- la marque du produit;
- le nom commercial
- le contenant (bidon plastique, bidon métal)
- la quantité maximale sur le site
- inflammable ou non

La prescription est respectée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite